



SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 SETTIMANALE CORSU
 D'INFORMAZIONE
 D'INFORMAZIONE



TERRE DE LIENS - TERRA DI U CUMUNU

SE RÉAPPROPRIER LA TERRE POUR LA RESPECTER

Photo Claire Giudici

1,60€



ENTRETIEN
LAURE LIMONGI

P24

ÉDITO P3 • OPINION P4
 POLITIQUE P 8
 DETTI È FATTI P22
 SÉLECTION SORTIES P26
 ANNONCES LÉGALES P9



S E M P R E L A F I N A N C I A V O I

*L'emuzione
hè sempre viva!*

**I MUSEI
DI
CORSICA**



Création : Gaëtan Laroche/Photo : MALA ©CdC

**LE RÉSEAU DES
MUSÉES DE CORSE
VOUS INVITE À**

**AIACCIU | ALERIA | BASTIA | CAURIA
CORTI | CUCURUZZU | MERUSAGLIA | LIVIA
LUCCIANA | SARTÈ**

**CULLETTIVITÀ DI CORSICA
COLLETTIVITÈ DE CORSE**

www.isula.corsica/musees

SOMMAIRE

OPINION

P4

SOCIÉTÉ **TERRE DE LIENS - TERRA DI U CUMUNU**

P5

POLITIQUE **CETA**

P8

ANNONCES LÉGALES

P11

DETTI È FATTI

P22

ENTRETIEN **LAURE LIMONGI**

P24



SÉLECTION DE SORTIES

P26

[f https://www.facebook.com/ICN.Informateur.Corse.Nouvelle](https://www.facebook.com/ICN.Informateur.Corse.Nouvelle)
[t https://twitter.com/IcnActu](https://twitter.com/IcnActu)

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

DÉSORMAIS, LE POUVOIR DE NE PAS
EMBARRASSER L'EXÉCUTIF SERA TOTALEMENT
INDÉPENDANT DE L'EXÉCUTIF!

VIVE MA NATION!



Zona pruibita

Hè sempri cusì, par ogni principiu di statina. I canali di televisiò francesi ci servini tutti l'anni à u minimu un documentariu nant'à «l'istati in Corsica». S'è i più niscetri ci poni veda una bella uparazioni di cumunicazioni pà prumova a destinazioni, ùn si tratta, in fatti, mancu appena di què. L'ultimu hè statu diffusatu calchi ghjornu fà nant'à M6, Zone Interdite: un été en Corse. Un'ora è mezu induva prufiziunali di u turisimu, abitanti è turisti sfilani davanti à a camera. Puru s'ellu s'avanza sempri l'argumentu di i fiuri magnifici di i paisaghji corsi, a puvartà di u fondu di ssi riporti hè d'una putenza strasurdinaria. S'incalca soprattuttu nant'à ssi capi d'intrapresa sfruttadori di rena o micca, chì si devini dà di rimenu pà fà, in quattu mesi, u sciffu d'affari di un'annata sana. Si metti soprattuttu in avanti una Corsica à dui vitezzi, cù quilla chì l'isulani cunnoscini ogni ghjornu è un'antra fatta pà i ricchi, soprattuttu frusteri, è tutti i so vezzi. È ùn parlemi micca di a narrazioni di u filmu, induv'ellu si tocca u fondu à più pudè... Ma, di più cà st'opara nova da stampà ind'i menti cullittivi, sò i cummenti di i telespettatori di u cuntinenti nant'à i reti siciali chì poni fà nascia a rivolta. Una timpesta di rimarchi pessimi, diretti contr'à a Corsica è soprattuttu u so populu. Un razzisimu urdinariu, micca cundannatu di sicuru, è chì, soca, ùn si vedi guasgi mai quand'ellu si tratta di un documentariu nant'à tutti l'altri lochi di Francia. Ancu s'è i guasgi 67 milioni di i Francesi ùn si sprimani micca tutti nant'à i reti siciali cù argumenti di felu nant'à a nostra isula, bisognu à intarugassi nant'à a nostra appartenenza cumuna à un'entità sola. Sarani podassi numarosi à sunnià, com'è un certu Mussolini, d'una gabbia corsa senza i so acelli... ■ **Santu CASANOVA**

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE ©

CorsicaPress Éditions SAS*

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia, Tél. 04 95 32 89 95
Directeur de la publication – Rédacteur en chef: Paul Aurelli (04 95 32 89 95)

journal@icn-presse.corsica

BUREAU DE BASTIA 1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

Tél. 04 95 32 04 40 Annonces légales Tél. 04 95 32 89 92

BUREAU D'AJACCIO – RÉDACTION 21, Cours Napoléon • BP 30059 • 20176 AJACCIO Cedex 1
Tél. 04 95 32 89 95

RÉDACTION

- Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr
- 1^{er} secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris
- 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

*Société locataire-gérante des titres et marques – Principaux associés: PA, PG, JFA, GA, PLO.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia CPPAP 0324 | 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR • Fondateur Louis Rioni •

P.R.

Carte postale

Vieille dame d'à peu près 150 ans, je suscite toujours votre intérêt lorsque vous me croisez. Mais c'est surtout l'été que vous posez réellement votre regard sur mes formes, angulaires. Petite, grande, pailletée, sonore... tournoyant devant la devanture d'un marchand de journaux, ou trônant sagement dans un présentoir d'une librairie, d'un musée et même d'une grande surface, là où vous êtes, je suis. C'est la règle!

Pour vous éblouir, je n'hésite pas à mettre en avant mes atouts, paysage paradisiaque avec mer turquoise, dentelle de cimes, falaise vertigineuse, campagne verdoyante. Je peux aussi être créative, tendre et plus ou moins artistique avec des chatons, des chiots et autres ânes accompagnés de quelques phrases, elles aussi plus ou moins humoristiques.

Jetez votre dévolu sur moi et je m'engage à donner de vos nouvelles à vos proches, vos amis, vos collègues de travail grâce aux quelques centimètres de mon dos où vous pouvez écrire vos propres mots: un simple «Petit coucou. Bises», ou bien des mots plus tendres, plus aimants, peu importe! Ils sont de toute manière bien plus importants que l'image photoshopée que j'affiche, sur mon avers.

Puis, pour vous, je vais parcourir des centaines, des milliers de kilomètres pour atterrir dans une boîte, sous une porte. Mais même coincée entre d'autres courriers et prospectus publicitaires, je vais attendre patiemment que la main de votre destinataire vienne me saisir et que ses yeux se posent, eux aussi, sur moi. Peut-être le fera-t-il rapidement s'il me trouve rétro, s'il trouve mon mode de communication archaïque à l'heure des nouvelles technologies et si, surtout, il a oublié la magie de l'écriture manuscrite. Ou bien, et j'aime à le penser, il sera plus poète en imaginant vos histoires estivales et sourira à la lecture de vos pensées, de vos sentiments qu'il recevra comme un cadeau, un partage. Bel été à tous. ■

Dominique PIETRI

H U M E U R

IL FALLAIT LE DIRE «Moi aussi, si j'étais député, j'aurais tellement envie de venir me faire fesser et talquer publiquement par une gamine barrée qui se croît(sic) en mission de rédemption».

C'est ainsi que **Xavier Gorce**, dessinateur de presse, a tenu à faire connaître sur Twitter les sentiments, fantasmes et considérations que lui inspirait la venue de Greta Thunberg devant l'Assemblée Nationale avant le vote pour la ratification du Ceta. Plus connu pour les aventures très «startup nation» de quelques pingouins et leur propagande élyséenne, ce monsieur a pour l'occasion montré une troublante proximité avec le blaireau. Celui à deux pattes. Il aurait sans doute mieux fait d'aller se caler la tête -et plus si affinités- bien au frais dans de la glace pilée. ■ EP

EN LIBERTÉ BORN(E) TO SAVE THE PLANET

La nomination d'Elisabeth Borne, appelée à succéder à François de Rugy - lourde charge en morne plaine, s'il en fut - en a surpris plus d'un. Mission acceptée, Mme Borne cumulera désormais titres et fonctions de ministre de la Transition écologique et solidaire avec ses fonctions de ministre des Transports. Toutefois, devoirs et privilèges d'un ministre d'État ne seront pas de son lot. Lacune? Non, infamie! Décision arbitraire inacceptable soulignée par des dames très remontées (et comment leur en vouloir?) au constat de pareil ostracisme, forme larvée ou larvaire d'un acte féminicide. La passation de pouvoir entre gens libres et biens nés s'est déroulée sur un perron. Décor aussi dépouillé que le budget d'un chômeur en fin de droits; allocutions en langue de faux bois précieux, sourires cheese ou ouistitixes, poignées de mains, accolades, bisous de compassés antérieurs, attitude de ces messieurs et dames de la famille, impression de film déjà vu. Puis le couple de Rugy s'en est allé. Le cœur gros, à la pensée d'abandonner ainsi leur maison du partage à une étrangère. De leur côté les écologistes purs et durs n'ont pas manifesté un enthousiasme délirant à l'égard de la nouvelle détentrice de la charge. Pas de souhaits de bienvenue au club. Mais des critiques. Les plus modérés ont fait remarquer qu'Elisabeth n'était «pas connue pour son implication dans l'écologie». D'autres ont parlé de «son manque de convictions environnementales». Certains, de façon plus abrupte, se sont laissés aller à formuler leur doute: «Borne est-elle une chance ou une malchance pour l'écologie»? Les plus virulents y ont vu une régression ainsi verbalisée: «Hulot, de Rugy et maintenant... Borne». Toute leur amabilité étant concentrée dans ce, et maintenant: constat de nihiliste plus que désabusé. S'il est vrai que la néo ministre de l'écologie présente, dans ses antécédents, en pathologie séquellaire, un ancrage à gauche contracté à la fréquentation de Lang, Jospin et Ségolène, rien ne permet de conclure à une inaptitude totale et définitive à ses fonctions de ministre. Mme Borne n'est pas tombée dans la marmite comme un cheveu de Blanquer échoué dans la soupière d'un consommé élyséen. Elle se trouve en milieu connu. N'est-elle pas ministre des Transports? La pollution de l'air doit donc avoir peu de secrets pour elle. Enfin, et par dessus tout, polytechnicienne et ex-préfète, elle possède les trois savoirs: le savoir proprement dit; le savoir-faire et le savoir-vivre. Or l'on sait, grâce à Talleyrand, que «les deux derniers dispensent assez bien du premier». Dès lors, nous avons tout lieu de croire que Mme Borne fera, bon an mal an, un ministre de l'Écologie guère pire que les moins bons de ses prédécesseurs. Reste à espérer qu'elle saura s'accommoder des récents travaux de rénovation réalisés en l'hôtel de Roquelaure et que, ministre de la Transition écologique et solidaire, elle ne poussera pas la solidarité jusqu'à régaler ses commensaux de mets fins et de nectars millésimés lors de ses futures réunions de travail ■ **Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI**

TERRE DE LIENS CORSICA – TERRA DI U CUMUNU

SE RÉAPPROPRIER LA TERRE POUR LA RESPECTER

Depuis une quinzaine d'années, le mouvement citoyen Terre de Liens a entrepris de soustraire du marché spéculatif fermes et terrains agricoles pour les maintenir dans leur vocation, avec l'installation d'agriculteurs aux pratiques respectueuses des sols et de l'environnement. Depuis le 21 juin, il est présent en Corse avec la création de l'association Terre de Liens - Terra di u Cumunu, dotée d'une direction collégiale. Les explications de son animatrice bénévole, Stevana Careddu.



« Les luttes menées à ce jour n'ont pas échoué. Elles ont résisté, et c'est un mérite immense »

Depuis bien longtemps «lutte contre la spéculation foncière» et «préservation des terres agricoles» reviennent comme un leitmotiv dans les revendications insulaires. La création de Terre de Liens-Terra di u Cumunu, n'est-ce pas le constat que jusqu'à présent nous aurions échoué?

Les luttes menées à ce jour n'ont pas échoué. Elles ont résisté, et c'est un mérite immense! Elles ont permis de veiller sur l'environnement et les terres agricoles, mais aujourd'hui l'agression s'accroît et se multiplie. La révolte contre une malbouffe mais surtout contre des méthodes industrielles, destructrices d'une agriculture paysanne sinistrée, fait que le citoyen ne veut plus que l'on joue avec sa santé. Il souhaite s'impliquer. La noblesse du travail paysan revient en force. Avec Terre de Liens, tout citoyen peut encourager, accompagner les vocations et l'installation des paysans dont nous avons urgemment besoin. C'est la raison d'être de ce «mouvement citoyen» qui souhaite préserver la vocation irrévocable de la terre nourricière, un bien non-renouvelable. Avec Terre de Liens, nous ne sommes pas dans la revendication. Nous sommes dans une proposition efficace des possibles, des solutions pour sortir de la fatalité et de l'impuissance. Terre de Liens s'invite sur le marché du foncier pour y faire germer une nouvelle responsabilité collective. Et cela fonctionne.

Dans une économie où l'activité agricole représente environ 2% du PIB, comment inverser la tendance? Le Padduc sanctuarise 105000ha de terres agricoles, alors même que le nombre d'agriculteurs ne cesse de baisser. La constructibilité des terres n'apparaît-elle pas comme prioritaire, aux yeux même des insulaires?

Mais les pommes de terre ne poussent pas sur le béton. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, le confirme: seules les petites unités de production et les circuits courts assureront notre sécurité alimentaire. Sommes-nous bien conscients que le premier interlocuteur est le climat? Qu'il modifie sévèrement les écosystèmes et que nous changeons de logiciel? Importer 90% de notre nourriture est une hérésie. L'avenir ne le permettra plus. Cette photographie d'une agriculture sinistrée est bien celle d'une Corse à l'envers. Nous sommes résolument ancrés dans une économie de

rente, entendez par là: non productive, tourisme et tout ce qui gravite autour [BTP, transport, grande distribution...]. Une grande partie de l'agriculture est basée sur les primes découplées de la production. Tout cela entraîne, pour une grande partie des Corses, la recherche de revenus «immédiats» souvent issus de ventes de biens patrimoniaux (terres, maisons et autres biens immobiliers) à des prix défiant toute concurrence. Cette logique est suicidaire. Notre premier outil de production – la terre – est aliéné. N'aurait-elle de valeur que si elle est bétonnée ou piscinable? Il est par ailleurs collectivement incohérent de passer des années au chômage en ville, alors que la terre, notre premier outil politique, serait laissée en jachère ou vendue au plus offrant. Produire local, produire une alimentation saine, freiner l'artificialisation des sols est aujourd'hui une urgence planétaire. Qu'allons-nous boire et manger dans les 10 ans qui viennent? Ce sont ces questions-là qui s'imposent. Par ailleurs, si la première cartographie du Padduc, adoptée en 2015, sanctuarisait 105115ha d'espaces stratégiques agricoles, selon l'Agence d'urbanisme de la Corse, les espaces urbanisés ont depuis progressé de 3500ha, notamment au détriment de ces terres. Depuis mars 2018, 666ha d'espaces stratégiques agricoles auraient été consommés.

A Terra di u Cumunu est un nom riche d'histoire et de symboles. Il rappelle la révolte antiféodale de la Corse médiévale. Votre initiative a été lancée fin juin. Comment a-t-elle été reçue?

Ce qui cultive et incarne l'esprit Terra di u Cumunu, c'est bien que la société civile, tout citoyen, entreprise, personnalité morale, institution... devient propriétaire de la terre. Ensemble, nous constituons une propriété collective au service des paysans. Cette alliance «citoyens-paysans» est une force qui n'était pas structurée à ce jour. La naissance même de Terre de Liens Corsica – Terra di u Cumunu est le fruit d'un rassemblement de plusieurs associations. Des dizaines de citoyens* ont salué l'initiative. C'est déjà une victoire autour d'un exemple vertueux qui fait ses preuves partout. En France, depuis 15 ans, ce mouvement a généré l'achat définitif de 4800 hectares de terre – soustraits à toute spéculation. Terre de Liens n'est pas un propriétaire comme les autres: cette association s'engage à ne jamais revendre et garantit

Né en 2003, le mouvement Terre de Liens fonctionne grâce à une triple articulation. D'abord, un réseau constitué désormais de 20 associations territoriales mobilisé partout en France qui accueille et accompagne les paysans pour leur faciliter l'accès à la terre, informe et rassemble le public autour des enjeux fonciers et agricoles et ancre le projet dans une dynamique citoyenne et locale. Puis une foncière, entreprise d'investissement solidaire créée en 2007, ouverte aux citoyens, qui leur offre la possibilité de placer leur épargne dans un projet à haute valeur sociale et écologique : le capital accumulé sert à acheter des fermes qui seront louées à des paysans, pour y implanter des activités agri-rurales diversifiées, dans une agriculture de proximité, biologique et à taille humaine. Enfin, depuis 2013, une fondation reconnue d'utilité publique ; habilitée à recevoir des legs et donations de fermes, elle achète aussi des terres qui risquent de perdre leur usage agricole. Dans tous les cas, elle garantit sur ces terres des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement à très long terme. Selon les derniers chiffres disponibles, 206 fermiers sont déjà liés à Terre de Liens par un bail rural dont 46% qui produisent du maraîchage, 21% qui sont orientées vers les grandes cultures, 24% qui pratiquent l'élevage bovin et 16% qui pratiquent l'élevage ovin. Par ailleurs, 53% de ces fermiers transforment leurs produits et 83% pratiquent la vente directe. ■ PMP

Savoir + : terredeliens.org

« Notre premier outil de production - la terre - est aliéné. N'aurait-elle de valeur que si elle est bétonnée ou piscinable ? »

un usage raisonné et durable. À ce jour, cela se traduit par plus de 200 installations paysannes et un budget de 65M€ grâce à la mobilisation et l'épargne citoyenne ! Ce qui est étonnant, car la conscience citoyenne avance, c'est que ce n'est pas l'argent qui manque !

Quelles terres seront plus précisément concernées ?

Toutes les terres agricoles sont concernées et n'oublions jamais que le maquis est une réserve de biodiversité inestimable. Tout porteur de projet désireux de s'installer en bio ou dans une démarche d'agriculture paysanne peut entrer dans la logique Terre de Liens. S'il a un projet que nous validons avec lui, s'il a trouvé une terre à acquérir, et ne possède pas les fonds, Terre de Liens achète et signe, avec lui, un bail environnemental. L'acquisition de terre par la foncière de Terre de Liens ne se fait qu'en présence d'un porteur de projet. Terre de Liens ne stocke pas de foncier. Les terres acquises font forcément l'objet d'un projet agricole avec un paysan. Mais trouver et acquérir des terres agricoles est une difficulté. C'est pourquoi la vigilance foncière du citoyen est précieuse pour repérer les terres en vente, ou à transmettre.

Plaine ? Montagne ? Que faut-il sanctuariser ?

Si le besoin de manger est équivalent d'Ersa à Bunifaziu en passant par le Niolu, produire localement et sainement ce que nous mangeons est plus que jamais une urgence. Cependant, vous pourriez sanctuariser tous les villages de Corse, mais si tout décourage de s'y installer, d'y vivre et d'y inventer une nouvelle prospérité, cela ne suffira pas à les rendre durablement productifs. Être agriculteur avec un prix du foncier exorbitant et à l'horizon une retraite à 680€, cela ferait-il rêver ? Ce qui change avec Terre de Liens, c'est que tout citoyen peut désormais participer pleinement d'un sursaut nécessaire, d'un encouragement sans précédent auprès des paysans d'aujourd'hui et de demain. C'est le message que nous porterons. Des vocations se forment en dehors du milieu rural habituel. L'expérience de Terre de Liens montre que des volontaires sont prêts à s'engager. Faire en sorte que cette conscience se développe et susciter des vocations est un travail à faire. Préserver les terres agricoles est une chose importante. Donner envie, faciliter l'accès à la terre et y réussir, font partie de nos engagements.

L'acquisition des terres agricoles, n'est-ce pas une mission de la Safer ?

La Safer est un très bel outil, qui nous est envié en Europe. Toute vente de terre agricole doit passer par la Safer. Mais la Safer n'est jamais propriétaire. À un moment donné, il faut des paysans qui achètent et s'installent. Terre de Liens a vocation à travailler et collaborer avec tous les acteurs institutionnels. C'est ce qu'elle fait partout en France. Cela n'exclut pas la vigilance. Nous sommes un partenaire qui garantit la destination et le bon usage des terres en agriculture biologique ou paysanne. Mais au-delà, Terre de Liens mobilise les citoyens. Ce sont eux qui choisissent de « planter leurs sous » intelligemment en adhérant, en étant bénévoles à Terre de Liens, mais surtout en devenant « actionnaires ». Acheter une seule action à 108€ - remboursable - participe efficacement de cette construction collective.

Comment allez-vous vous positionner concernant le rachat de terres ?

Le mécanisme est simple. Les porteurs de projet se présentent à Terre de Liens et nous validons avec eux la faisabilité. Une fois la validation effectuée, nous lançons un appel à « Epargne Solidaire » pour acquérir la terre. En cela, Terre de Liens Corsica bénéficie, et ce n'est pas rien, de la solidarité de la Foncière Terre de Liens. La foncière se porte acquéreur avant de louer au porteur de projet. Terre de Liens n'a pas vocation à se positionner sur des terres s'il n'y a pas de porteur de projet. Nous ne stockons pas du foncier. Des propriétaires peuvent également faire don de leur terre avec la garantie que celle-ci ne sera jamais détournée de sa vocation. L'alliance paysan-citoyen est une grande chance pour notre territoire et pour la planète. C'est A Terra di u Cumunu du XXI^e siècle. A noi di fà insemi ! Et si, ensemble, nous passions de « Vergogna à tè chì vendi a terra » à « Onore à noi, chì cumpremu a nostra terra » ? ■

Propos recueillis par Claire GIUDICI

Le conseil d'administration de Terre de Liens-Corsica est composé de : Vincente Cucchi et Jean-François Bernardini (co-présidents), Émilie Claudet (trésorière), Hélène Popoff (secrétaire), Sibyle Allemand, William Collet, Jean-François Gauthier, Sylvie Marinacci, Caroline Massoni, Ivan Popoff, Jean-Yves Torre, Umani (représentée par Ingrid Antier-Perrot), Via Campagnola (représentée par Paul-André Fluxia), ABCDE (représentée par Pierre-Laurent Santelli), Interbio Corse (représentée par Paul Bianchi).

Contact : 07 71 58 33 01 & corsica@terredeliens.org



UN ACCORD RATIFIÉ, DES DÉSACCORDS DANS LA MAJORITÉ

Les députés de la majorité sont généralement plus connus pour user sans s'épuiser du pouvoir de dire oui que pour faire montre du courage de dire non. Cela dit, fait exceptionnel, neuf d'entre eux ont fait plus qu'entendre l'appel de l'ex-ministre de la Transition écologique et solidaire appelant à s'opposer à la ratification du Ceta.

Un accord «gagnant pour la France»? Adressé au Premier ministre en septembre 2017, le rapport de la commission indépendante consacré à «L'impact de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/Ceta) sur l'environnement, le climat et la santé» émettait pourtant de sérieuses réserves. Il relevait, entre autres, que «le grand absent de l'accord est le climat», évoquait «la faible portée des dispositions relatives aux enjeux environnementaux et sanitaires», observant que «beaucoup d'entre elles n'ont qu'une portée incitative» ajoutant que l'accord omettait d'intégrer des sujets relevant de la santé publique comme d'attentes sociétales de plus en plus fortes qui «génèrent pourtant des coûts supérieurs pour les éleveurs européens». Ainsi, poursuivaient ses auteurs, «il apparaît que rien n'est prévu» concernant l'alimentation des animaux (utilisation de farines animales et de maïs et soja OGM, résidus de pesticides...), l'utilisation des médicaments vétérinaires (notamment des antibiotiques) en élevage, ou encore le bien-être des animaux (élevage, transport et abattage). Ils évoquaient aussi les «inquiétudes sur l'évolution possible de la réglementation européenne» et les demandes déjà émises avec insistance par le Canada pour imposer l'utilisation de produits tels que l'acide peroxyacétique, ajoutant que «si l'Europe accédait à de telles demandes, cela pourrait à terme remettre en question le modèle de sécurité sanitaire des aliments européens».

Autant d'interrogations ou même de doutes qui n'auront manifestement pas pesé trop lourd, le 23 juillet dernier, lors du vote solennel de l'Assemblée nationale, relatif à la ratification du Ceta. C'est que l'affaire est d'importance: selon une étude de 2009 menée avec le gouvernement canadien, le Ceta est censé, à terme, faire progresser le PIB de l'UE de 0,02% à 0,08%.

Peut-être, aussi, faut-il croire qu'il en va des membres de commissions indépendantes comme des scientifiques ou des jeunes militants pour le climat: on ne leur demande d'exprimer leur avis que pour mieux l'ignorer, après s'être fendu de quelques remerciements chaleureux voire de quelques applaudissements. S'attendrir ou s'esbaudir devant la charge de Greta Thunberg contre le greenwashing, rien (et surtout pas le souci d'une certaine cohérence) n'interdit donc pas de ratifier d'un pas léger un accord qui ne

peut qu'accroître encore l'empreinte carbone du pays. Laquelle est souvent allègrement sous-évaluée. Car si on s'en tient aux émissions locales de CO₂, – ce qui est émis depuis le territoire donc – la France est dans le vert et peut produire fièrement de jolis graphiques attestant d'une baisse de 20% entre 1995 et 2015: elle résulte d'une diminution de la production intérieure mais aussi des émissions directes (voiture, chauffage) des ménages. En revanche, durant la même période, les importations, qu'elles soient destinées aux usages finaux ou à la consommation intermédiaire, ont augmenté. Et avec elles, la consommation locale de CO₂, qui a progressé de 11%, jusqu'à représenter près de la moitié de l'empreinte carbone de la France. Depuis, les importations ont progressé. Et le Ceta est entré en vigueur à 90% [pour toute la partie qui relève de la seule compétence de l'Union européenne], en attendant sa ratification par les parlements des 28 membres de l'UE. Depuis le vote du 23 juillet dernier, le nombre de pays membres à l'avoir ratifié s'élève à 14*. Tout n'est donc pas joué: tous les parlements, sans exception, des pays membres doivent le ratifier, faute quoi, l'accord tombe. Or pour l'heure, l'Italie se verrait bien jouer le rôle du trouble-fête et l'Irlande se montrerait assez sceptique.

Reste qu'en France, l'injonction du député Insoumis François Ruffin invitant à choisir entre Greta et le Ceta, est restée lettre morte, certains n'ayant pas vu d'inconvénient à plébisciter les deux. Il est vrai qu'en France, on n'aime pas se voir imposer de choisir entre homard et dessert. Tout comme est restée lettre morte la tribune de Nicolas Hulot, exhortant les députés à avoir le courage de dire non? À bien y regarder, l'ex-ministre de la Transition écologique et solidaire n'a pas complètement prêché dans le désert. Avec 266 voix pour et 213 contre, on ne peut guère parler de majorité écrasante. S'il est à noter que sur cette question, les quatre députés de Corse, rarement sur la même longueur d'onde, ont unanimement refusé de ratifier l'accord, le fait le plus remarquable tient à ces 52 députés de la majorité qui ont choisi de ne pas choisir en s'abstenant et plus encore à ces 9 autres qui ont poussé l'audace jusqu'à voter contre. Une première? Ou un précédent? ■ PMP

* Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, France.

INFORMATIONS RELATIVES AUX ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

Dans le souci de maintenir le service de qualité
que nous assurons pour les annonces
qui nous sont confiées, nous nous vous rappelons que c'est désormais
le mardi avant 16 heures impératives
que nous devons recevoir vos annonces.

Merci de veiller tout particulièrement à vos insertions
avec devis préalables ou conditions particulières...

Pour joindre Albert Tapiero au service annonces judiciaires et légales

tél. 04 95 32 89 92 – mail: al-informateurcorse@orange.fr

et Bernadette Benazzi à notre secrétariat-comptabilité

tél. 04 95 32 04 40 – mail: gestion@corsicapress-editions.fr



Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€** Pour un an à la version web pour **30€**
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

**Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client,
j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :**

EMAIL : _____ @ _____

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN Oui Non
et de ses partenaires Oui Non

Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN Carte bancaire

N° :

Expire fin: _____ Clé: _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires

CORSICAPRESS ÉDITIONS SAS • RCS BASTIA 528 790 033



SOCIÉTÉ

Pet friendly... mais pas trop

Selon une étude réalisée en ligne par Ipsos en mars dernier, 44% des propriétaires de chiens partiraient toujours en vacances en amenant avec eux leur animal de compagnie. À condition toutefois de trouver une location de vacances où celui-ci soit le bienvenu. À en croire une étude réalisée par Likibu, moteur de recherche dédié aux locations de vacances, il faut parfois aller chercher assez loin pour augmenter ses chances de trouver un hébergement pet friendly en Europe. C'est en effet au Danemark que chiens et chats ont le plus de chances d'être les bienvenus avec une moyenne de 45% de locations pet friendly. Viennent ensuite le Royaume-Uni [37%], l'Irlande [33%], l'Autriche [30%], l'Allemagne [29%] et l'Italie [29%]. La France se classe pour sa part en 8e position avec une moyenne de 24% de logements de vacances où la présence d'animaux de compagnie est tolérée voire bienvenue. Il y a cela dit des disparités assez importantes entre les régions. Ainsi en 2019, c'est en Bourgogne-Franche-Comté que les probabilités de trouver une location pet friendly sont les plus élevées [40%], puis en Grand Est [39%] et en Bretagne [39%], la 3e place du classement allant à la région Auvergne-Rhône Alpes [34%]. La Corse pour sa part, se conforme ici en tous points à la moyenne nationale, avec 24%, occupant de ce fait la 10e position devant Pays de la Loire et Hauts-de-France, tandis que l'Île-de-France, dernière région métropolitaine du classement, ne présente que 9% de locations où les animaux de compagnie sont admis. ■ NU

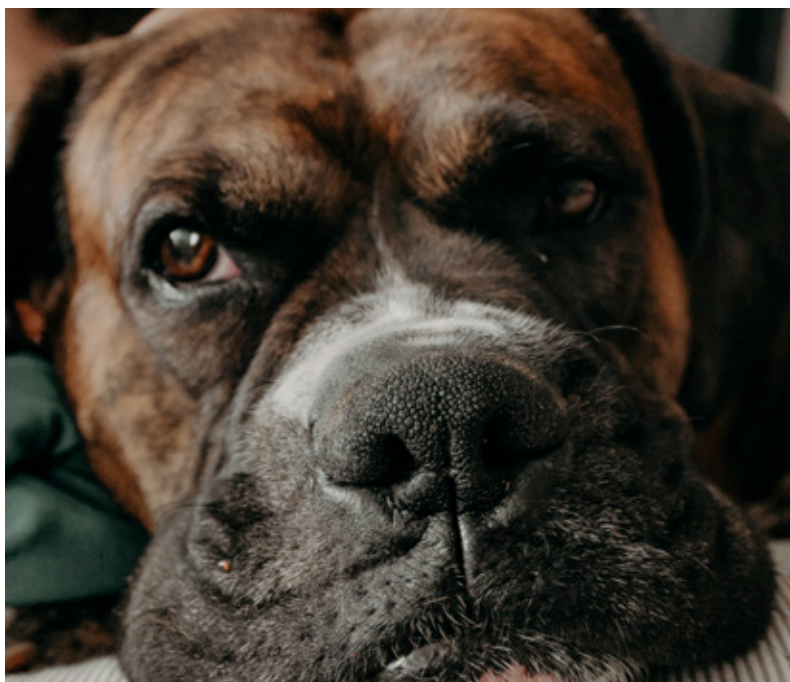


Photo Vanessa Serpas • unsplash.jpg



Photo Mika Baumeister • unsplash.jpg

NEW DEAL MOBILE

32 nouveaux sites pour la Corse en un an

En janvier 2018, le gouvernement, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord en vue de généraliser l'accès à une couverture mobile de qualité pour tous les Français. Dans le cadre de cet accord national, connu sous le nom de «New deal mobile», les opérateurs se sont notamment engagés à construire près de 5 000 nouveaux sites chacun pour améliorer la couverture mobile des territoires. Pour la Corse, où sont à la fois concernés des villages de montagne et des sites touristiques fréquentés insuffisamment couverts, une équipe-projet dédiée à la téléphonie mobile, associant l'Agence du numérique, les services déconcentrés de l'Etat et la Collectivité de Corse, a ainsi été constituée afin d'identifier les sites à équiper en priorité, et s'assurer du bon déploiement de la couverture réseau. Entre juillet 2018 et juillet 2019, 32 nouveaux sites - dont 22 sont d'ores et déjà passés en 4G - ont été notifiés aux opérateurs, qui disposent d'un délai de 24 mois pour les équiper. En juillet 2018, 11 sites à couvrir sur 8 communes [Ajaccio, Zonza, Piana, Sant Andrea di Bozio, Santa Reparata di Moriani, Galeria, Corte, Ghisoni]. En mars, 2019, 7 sites sur 6 communes [Morosaglia, Soccia, Murzo, Lugo di Nazza, Zalana, Sollacaro, Calenzana]. Et, plus récemment, 14 nouveaux sites sur 10 communes validés par l'arrêté ministériel du 12 juillet 2019 [Quenza, Coti-Chiavari, Bastelica, Zicavo, Castifao, Santa Lucia di Mercurio, Parata, Popolasca, Pruno, et Corte]. En 2020, la Corse devrait bénéficier d'un quota de 19 sites supplémentaires. ■ NU

766

Les chiffres de la semaine

euros par foyer et par an en Corse: c'est, a indiqué la préfecture de Corse, le gain moyen qui devrait résulter de la suppression totale de la taxe d'habitation sur les résidences principales à l'horizon 2023. Elle concernera 101811 foyers fiscaux corses, non-exonérés pour l'heure.

78

Les chiffres de la semaine

jeunes et adultes formés aux métiers de la fibre optique d'ici la fin 2019, dans le cadre d'un programme spécifique mis en place en partenariat avec SFR et associant Afpa de Corte, CFA d'Ajaccio, École de la deuxième chance de Bastia, Plombiers du numérique, Pôle emploi, Opca Constructys Paca-Corse et Missions locales.

-378

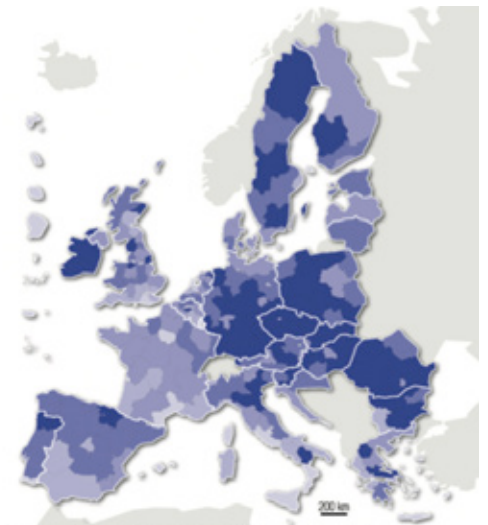
Les chiffres de la semaine

M€ contre -332 M€ en 2017: en 2018, le déficit commercial de la Corse s'est encore creusé, soit une nouvelle détérioration de 46 M€, après -47,5 M€ entre 2016 et 2017, souligne une étude de Corsistat sur les chiffres du commerce extérieur en Corse en 2018.

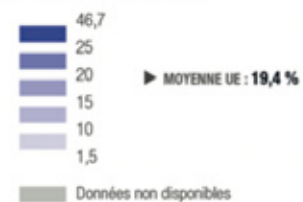
ÉCONOMIE

TERRITOIRES D'INDUSTRIE: C'EST PARTI!

Lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie le 22 novembre 2018, le programme Territoires d'industrie vise à redynamiser le tissu industriel, soutenir l'emploi local, renforcer la compétitivité internationale et promouvoir l'innovation en régions. Ce qui, au vu du nombre d'industries qui, un peu partout en France, après avoir émergé au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), plient bagages en laissant sur le carreau des dizaines voire des centaines de salariés, ne sera dans doute pas un luxe. Selon une publication de l'Observatoire des territoires datée de novembre 2018, l'industrie emploie 3,3 millions de personnes en France, soit 12,5% de la population active occupée (18,6% en Allemagne). Doté d'un budget de 1,36 Md€, Territoire d'industries bénéficie à 141 territoires et se veut une initiative «décentralisée». Parmi les territoires identifiés pour sa mise en œuvre, les communautés d'agglomération de Bastia (Cab) et du Pays ajaccien (Capa), avec un pilotage assuré par la Collectivité de Corse -via l'Agence de développement économique de Corse (Adec)- et la Cab et la Capa, au titre de leurs compétences dans les domaines économiques. Jugé «pleinement cohérent» avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SDREII) de la Collectivité de Corse, le déploiement territorial de ce dispositif national portera prioritairement sur des filières telles que l'industrie agro-alimentaire, le nautisme [et plus largement l'économie maritime], l'aéronautique et le numérique. Sa mise en œuvre repose sur une action renforcée, simplifiée, et ciblée de l'ensemble des acteurs concernés dans les territoires les plus propices au développement ou au redéveloppement de l'industrie. Son comité de pilotage a été installé le 19 juillet dernier, sous la présidence du président du Conseil exécutif de Corse, en présence du président de l'Adec et de la préfète de Corse, ainsi que des opérateurs nationaux mobilisés: Bpifrance, Business France, la Banque des Territoires, et Pôle emploi. Un calendrier resserré et une méthode partagée ont été établis, afin que les projets de territoires puissent être élaborés dès la rentrée avec le concours des élus locaux et des industriels, dans le cadre de comités de projets. ■ NU



Part de la valeur ajoutée liée à l'industrie en 2015
En %, par région européenne (NUTS2)



Source : Eurostat, 2015 • Réalisation : CGET 2018

SANTÉ & SOCIAL

Cica Corse démarre à la rentrée

Porté par l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) infirmiers libéraux de Corse, le projet expérimental Cica Corse sera mis en œuvre sur l'ensemble de l'île à compter du 1er septembre 2019, pour une durée de 5 ans. Il s'agit là du premier dispositif corse reconnu au titre de l'article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018, qui prévoyait de permettre l'expérimentation de nouvelles organisations en santé, reposant sur des modes de financements dérogatoires, dès lors que ces nouvelles organisations contribuent à améliorer le parcours des patients, l'efficacité du système de santé, l'accès aux soins ou encore la pertinence de la prescription des produits de santé. Dans les régions, ce dispositif est accompagné par la cellule innovation article 51 portée par les agences régionales de santé et l'Assurance maladie. Les projets prioritairement accompagnés sont ceux répondant aux objectifs du Projet régional de santé. Neuf mois après la promulgation de la loi un peu plus de 270 lettres d'intention, sur des projets à l'initiative des acteurs de santé, avaient déjà été déposées.

L'aboutissement du projet Cica Corse est le fruit d'un travail d'équipe, impliquant, outre l'URPS infirmiers libéraux, la cellule innovation de l'ARS de Corse, l'URPS pédicures podologues les établissements de santé publics et privés, les acteurs de l'hospitalisation à domicile, les médecins, la plateforme de télémédecine Alta Strada, les pharmaciens, l'Institut de formation en soins infirmiers de Haute-Corse et l'université de Corse avec la mise en place d'un diplôme universitaire «plaie et cicatrisation» pour les professionnels de santé de l'île. Dispositif de coordination et d'appui d'expertise dans le cadre de la prise en charge des patients atteints de plaies chroniques et/ou complexes, Cica Corse propose aux acteurs de premier recours [médecins généralistes, infirmier libéraux...] l'accès à une équipe pluri-professionnelle experte, à travers un guichet unique, afin de faciliter la prise en charge [orientation, diagnostic, traitement] des patients atteints d'une plaie ressentie complexe par l'équipe de soins dans leur lieu de vie, à domicile ou en Ehpad. On dénombre chaque année en France 700 000 patients porteurs de plaies chroniques et/ou complexes et en Corse, la prévalence des plaies est estimée à 1,2%, soit 4 000 patients. L'arrêté relatif au projet Cica Corse a été signé le 17 juillet dernier par Marie-Hélène Lecenne, directrice générale de l'ARS de Corse. Un financement à hauteur de 660 000€ permettra le suivi de 1 690 patients sur la durée de l'expérimentation. ■ NU

Photo Brian Patrick Tagalog • unsplash.jpg

LAURE LIMONGI

AU CŒUR DU SILENCE

Laure Limongi publie chez Grasset le 28 août prochain son dixième ouvrage:

**On ne peut pas tenir la mer entre ses mains
Il y est question d'une jeunesse corse mais surtout de Huma Benedetti née, comme l'autrice, comme le FNLC, en 1976. Une jeune femme qui, après en avoir été arrachée l'année de ses 20 ans, revient sur son île pour comprendre les colères, les souffrances d'une famille et dévoiler un secret soigneusement protégé par un empoisonnant silence.**

Propos recueillis par Dominique PIETRI

Voltaire, dans son Dictionnaire philosophique dit que «tenir une terre par ses mains, c'est la faire valoir». Ambivalence avec votre titre?

Mon titre, c'est le cadeau d'un matin, quand vous vous réveillez avec une phrase qui entre en résonance avec ce que vous êtes en train d'écrire. Je voulais faire référence à cette surface qui fascine mais nous échappe, qui semble sympathique mais qui peut engloutir. Bastiaise, j'ai un rapport à la mer quasiment amoureux. La mer est ambivalence pour tout insulaire, elle rassure et en même temps elle enferme. Ce titre c'est aussi cette opposition à la terre pour rappeler que les Corses sont avant tout des terriens, que leur ancrage familial est dans la terre, la pierre, pas dans la mer.

Parler de la mer, une métaphore pour parler du rapport à la mère?

Tout à fait. La mère est le personnage fascinant de ce livre même si très muette, très évanescence. On a tous l'impression de tout connaître de notre

« Dans les années 90, j'ai eu l'impression de me retrouver dans un monde que je ne comprenais plus, de faire partie d'une génération sacrifiée parce qu'elle sentait la mort partout. »

mère parce qu'il y a cet amour indescriptible. Mais en même temps, que sait-on d'elle en tant que femme ou petite fille ?

Et par conséquent, on en sait encore moins de sa grand-mère!

Exactement. Cette grand-mère est terrible avec sa petite-fille mais quand on découvre son histoire, on comprend qu'elle l'est peut-être parce qu'elle aussi a été une petite-fille paumée. Son rôle est clairement lié à un secret de famille. Qui dit secret dit silence. L'enjeu, dans ce cas-là, c'est la parole. Environnée de silences, Huma Benedetti, personnage principal, va devoir trouver et construire sa langue. Alors même si le secret est étonnant, je me suis surtout attachée à ses répercussions. Le secret devenu silence prend une ampleur telle qu'il devient destructeur. Il est pour Huma un baume et une arme et là est son paradoxe.

Qui est réellement Huma Benedetti, cette gentille petite fille sage qui, jeune femme, revient sur son île? Que cherche-t-elle?

Je lui ai donné mon année de naissance, 1976. C'était important pour moi de parler de cette période historique corse. Je me suis rendu compte en échangeant avec des camarades de mon âge que nous avions le sentiment que c'était une période étrange. Adolescents dans l'île dans les années 90, nous n'avions pas du tout conscience de vivre l'étrangeté de la situation. J'ai, dans ma petite enfance été très sensible à cette atmosphère de révoltes, de nuits bleues. Je voyais le monde un peu comme un film de Zorro, mais avec des gens cagoulés et des gendarmes. C'était très bizarre et en même temps pas si désagréable que cela. Puis dans les années 90, j'ai eu l'impression de me retrouver dans un monde que je ne comprenais plus, de faire partie d'une génération sacrifiée parce qu'elle sentait la mort partout. Ces années ont été un cauchemar. Il était important que Huma, outre son histoire familiale, traverse cette période-là. Après, vous dire ce qu'elle recherche! Peut-être veut-elle traverser la rive familiale pour justement rester en vie et lui donner un sens. Huma est une victime collatérale mais dans le temps du récit, les personnages ne se rendent pas compte de ce qu'ils sont en train de produire. Ils sont tous emprisonnés dans leur propre souffrance. Huma est l'incarnation du secret, le dernier rejeton, le spectateur rejeté de cette famille. Chaque personnage est une petite île.

Quel regard portez-vous sur la Corse d'aujourd'hui?

Aujourd'hui, les choses sont différentes, ont l'air plus faciles et apaisées même s'il reste d'énormes difficultés car des mots ont été posés sur cette période historique. J'ai l'impression que la parole est plus simple et qu'on s'engueule moins dans le silence.

Huma, très féministe, porte aussi regard très critique sur les femmes et leur capacité à s'enfermer volontairement dans un rôle attendu par la société en général, corse en particulier.

Mes personnages féminins sont dans leurs contradictions. Par exemple la mère, Alice, née en 1939, a connu de nombreuses libérations notamment sexuelles. Elle n'a pas peur du pouvoir mais en même temps reste esclave de son histoire d'amour destructrice. J'ai l'impression que c'est encore aujourd'hui quelque chose de très prégnant dans la société. On l'a vu avec #metoo. Quand les femmes parlent de libération de la parole, d'autres se sentent attaquées dans leur possibilité de séduction. Socialement, la période actuelle reste encore très floue.

Et quid des traditions corses?

En fait, ce livre était censé être mon premier livre. Cela fait vingt ans que son idée me hante mais je n'arrivais pas à l'écrire, justement à cause de ces traditions transformées à tort en clichés. Mon souci était d'arriver

à les faire vivre sans tomber dans le folklore. Pouvoir les évoquer pour qu'elles parlent aux Corses mais aussi aux continentaux sans qu'ils aient l'impression de visiter un zoo. J'espère ne pas avoir gommé ces particularismes fondamentaux comme par exemple cette dichotomie ville/village où dès le vendredi soir les Corses retournent dans leur village ou ces rituels mystiques ou religieux comme l'œuf de l'Ascension. C'est pour cela que les langues corse et française se mélangent dans certains passages de mon livre.

Vous bousculez aussi les codes de la famille qui se voudrait protectrice, aimante. La famille corse que vous décrivez est dure et destructrice.

Très clairement. Un spécialiste dirait que c'est une famille dysfonctionnelle. Je pense que c'est aussi pour cela que j'ai mis du temps à écrire ce livre parce que c'était compliqué pour moi d'aller à l'encontre d'une telle institution. Et puis j'ai fini par comprendre la nécessité de trouver ma liberté pour écrire sur cette étrange famille. Ce livre aura certainement une suite qui racontera la génération de l'arrière grand-père, Batti, partie durant les années 1880-1930 à Puerto Rico pour faire fortune dans le commerce du café. Cette famille est un peu dans une fin d'histoire car quelque chose s'est passé et a conduit à un pourrissement. Il y a, comme dans Cent ans de solitude de Gabriel Garcia Márquez, une sorte de mouvement implacable d'ascensions et de déchéances, mais cette famille n'est pas du tout sur la pente ascendante. C'est pour cela que cet aïeul esquissé dans ce roman est important. Avec son statut de Commandeur, il regarde cette destruction en marche qu'il incarne.

Si le portrait du grand-père est effleuré, le père lui est absent. Fin du patriarcat?

C'est possible. Le père se sent obligé de surjouer la virilité jusqu'à faire tout voler en éclats. Un homme à l'image forte, fascinante, très écrasante et pas forcément fiable. Un colosse aux pieds d'argile.

Tout comme dans l'œuvre de Balzac, il est question de scènes de vie, de comédie humaine dans votre roman...

La référence à cet immense écrivain est flatteuse. Il a forcément eu un impact pour qui s'essaye à l'écriture d'une fresque familiale. J'ai remarqué une constance dans mes livres, des tics d'écriture. Par exemple, la phrase il n'y aura pas de dénouement revenait souvent. Je me suis interrogée sur cette répétition et je me suis rendue compte que j'avais vraiment du mal à proposer une troisième voie. Je n'aime pas fermer les choses en fin de texte. C'est peut-être dû à une superstition personnelle, mais je ne veux pas être trop directive, j'ouvre des voies de possibles et d'imaginaires, le lecteur fait le reste.

Votre livre fait partie des quelques 500 annoncés pour cette nouvelle rentrée littéraire, êtes-vous sereine?

On en revient à l'ambivalence. Ça peut paraître absurde de le dire comme cela mais n'étant pas rentière, j'ai toujours choisi d'avoir un autre métier pour gagner ma vie. C'est fatigant, mais ça me donne une indépendance créative. Ce choix certainement dû à une peur de la précarité me permet aussi de ne pas contraindre mon rythme de création, de ne pas répondre à une attente. Ceci étant dit, ce dixième livre est une nouvelle aventure où je rejoue ma vie, une nécessité qui m'est vitale. Il est clair que cette course de la rentrée littéraire est importante et que si on veut continuer à travailler, il faut que le livre fonctionne. Mais sincèrement, je suis sereine. Je connais suffisamment l'histoire de la littérature pour savoir qu'il ne faut pas se décourager. Et puis même si je dois le faire sur des tableaux effaçables, on ne m'empêchera pas de continuer d'écrire. ■

La sélection de la rédaction

Festival du film de Lama

L'histoire de ce festival, lancé en 1994, est étroitement liée à celle du village qui en est l'écrin, ou plus exactement, à l'histoire de son second souffle. Prospère durant des siècles, grâce à l'oléiculture, Lama semblait devoir s'étioler inexorablement au début de la décennie 1980. Après la dépopulation et le déclin économique consécutifs aux deux guerres mondiales, l'incendie qui, une dizaine d'années auparavant, avait dévasté la quasi totalité de l'olive-raie, semblait signer la fin de tout espoir. Apparemment promis à la désertification, comme tant d'autres, le village possédait encore, cela dit, un patrimoine architectural remarquable : un quartier médiéval, tout en venelles et passages voûtés, et des demeures de maîtres bâties dans le style toscan du XVIII^e siècle. C'est en s'adossant à ce passé, à ces vieilles pierres, que, en 1987, les derniers habitants de la commune et sa municipalité [alors dirigée par Simon Baccelli] décidaient de saisir les opportunités qui s'offraient alors – notamment dans le cadre d'un contrat de plan État/région – en matière de tourisme rural. Une soixantaine de gîtes sont créés, ainsi que des équipements structurants (desertes, voirie, tennis et piscine intégrés au site, serres communales, réseau câblé) et en 1989, Lama se voit décerner le «Grand Prix national de l'innovation touristique», suivi en 1995 par les «Bravos de l'accueil». C'est dans ce cadre que quelques habitants cinéphiles avec, en tête, Mathieu Carta, imaginent un festival de cinéma en plein air, à la belle étoile, avec des projections dans divers sites de Lama. Un temps axé sur le thème de la ruralité, mais dans un esprit cosmopolite, le festival portera un temps l'intitulé de *Chroniques villageoises*. Désormais beaucoup moins axée sur cette question, la manifestation a conservé les ingrédients qui ont fait d'emblée son succès. À commencer par ce si joli principe de *A tela sott'à e stelle*. Cette XXVI^e édition présente, en soirée, plus d'une quinzaine de longs-métrages (dont 7 en compétition), mais aussi des moyens-métrages destinés au jeune public ; avec, en première partie de soirée des courts-métrages réalisés et produits en Méditerranée (Malte, Liban, Sardaigne, Corse). Chaque jour, dans la journée, des lectures de textes autour du cinéma, proposées par l'auteur, comédien et metteur en scène Christophe Guichet, et la diffusion d'une sélection de films documentaires. Également au programme, le 29, un colloque sur l'image, sa force, sa perception, son traitement et son évolution dans le temps avec Tony Comiti, reporter ; Batti Manfruelli, dessinateur de presse, qui expose une sélection de ses œuvres durant le festival ; Olivier Laban-Mattei, photoreporter ; Vincent Mathias, chef-opérateur ; Arturo Romero, architecte. Autour du festival proprement dit, plusieurs ateliers pour s'initier à la réalisation, au numérique, au chant ou à l'écriture de scénario.

Du 27 juillet au 2 août. Lama. ☎ 04 95 48 21 60 & www.festilama.org



Louis Schiavo

«L'art et le vin, c'est une question de perception, un plaisir sensuel». Vigneron, amateur d'art contemporain et mécène, Henry Orega de Gaffory a, en 1991, entrepris de réunir ses deux passions dans un même lieu, en transformant chaque été sa cave, à Patrimonio, en galerie d'art. Depuis lors, de nombreux artistes, plasticiens, sculpteurs et photographes ont investi cet espace. Pour sa deuxième exposition estivale 2019, après avoir accueilli Jean-Paul Pancrazi, le domaine Orega de Gaffory reçoit Louis Schiavo qui présente des œuvres réalisées dans le cadre d'une démarche qu'il a choisi de nommer «anti – peinture». Non pour signifier son peu d'intérêt ou même une quelconque aversion pour la peinture et les peintres, mais plutôt pour qualifier une recherche personnelle, inspirée par le jugement exigeant, parfois sévère, qu'il porte sur son œuvre picturale. Ne déclarait-il pas «*en ce qui me concerne, j'ai plus besoin de peindre sans dire un mot que de débiter des phrases pour croire que je suis peintre*»? Ce passionné et connaisseur de musique a donc entrepris une série de *Disques éclatés* : des disques vinyle cassés, dont les fragments sont redispuestos pour révéler des motifs aux couleurs éclatantes. Puis sont venus *Les Lainés*, œuvres composées à partir de laine mise à bouillir avec de la farine de maïs puis collée sur des supports de bois carré, privilégiant des compositions où dominent le noir, le blanc, parfois traversés d'une touche de couleur vive. Cette exposition à Patrimonio est également l'occasion de découvrir le travail photographique de Shérazade Auclair que Louis Schiavo a souhaiter inviter.

Du 1er août au 29 septembre. Espace d'art contemporain Orega de Gaffory, Patrimonio. ☎ 04 95 37 45 00 & www.oregadegaffory.com





UNE EXPÉRIENCE UNIQUE

LE PLUS GRAND
CHOIX DE SPAS
EN CORSE

www.spascorse.com
06 73 54 19 19



Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Bonifacio ou le Sartenaï?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

L'ICN recherche ses correspondants locaux.

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica



**TOUS LES PRODUITS FRAIS &
SURGELÉS DE LA MER**

Pêche locale - Coquillages - Crustacés

DEPUIS 1994, UNE ÉQUIPE AGUERRIE
AUX MÉTIERS DE BOUCHE À VOTRE SERVICE



Du plaisir de déguster des produits simples, beaux et de qualité et du désir de partager ce moment de bonheur est née notre gamme «PRESTIGE».

Nous avons sélectionné pour vous des produits uniques élaborés par des artisans au savoir-faire incontestable.
Caviars, saumons fumés, truffes, épicerie fine...



Découvrez également
nos gammes
"Corse" & "Sélection"



Livraisons sur toute la Corse

idealfrais-corse@wanadoo.fr - Fax : 04 95 10 04 33
Immeuble Pazzo di Borgo
Entrée A Chemin de Loreto - 20090 - AJACCIO

Tél. 06 84 54 20 98 - 04 95 10 04 44

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ventes, cessions d'entreprises
et fonds de commerce.
Actulégales.fr publie chaque
jour les meilleures opportunités.

Actulégales.fr, avec votre journal

Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises